

Dossier "Pillage de Goma"

En dénonçant la hiérarchie militaire, Nyamwisi n'avait-il pas signé son arrêt de mort ?

Peu avant sa mort tragique à Butembo, M. Enoch Nyamwisi Muvungi, leader de la DCF, avait accordé une interview à un confrère de "Radio Virunga" à Goma. Une véritable bombe pour les autorités militaires du Nord-Kivu et principalement à la haute hiérarchie des FAZ qui étaient pointées du doigt par Nyamwisi dont le franc-parler habituel a ébloué le chef militaire. Les objets pillés étaient transportés chez les soldats dont les chefs ont planifié et programmé l'opération. Une grave accusation qui signa un arrêt de mort pour celui que l'on appelait "l'enfant terrible de la perestroïka zairoise". En quittant Beni pour Butembo, savait-il que sa tête était mise à prix par la hiérarchie militaire du Nord-Kivu ? N'allait-il pas au rendez-vous avec la mort en narguant les hommes en uniforme qui par ailleurs n'attendaient qu'une telle occasion pour régler les comptes à Nyamwisi ? Voici l'extrait de son interview que nous reproduisons pour permettre à nos lecteurs de mieux comprendre l'ensemble du dossier sur sa mort.

Les pillards veulent notre régression

Q. : Que pensez-vous du pillage ?
R. : Ce que nous pouvons dire à ce sujet est que cette nouvelle nous a bouleversé parce que toute l'économie de notre région est essentiellement basée sur quelques activités-clé : notamment l'agriculture, l'élevage et le commerce qui ont été touchés. Lorsque le pillage ravage une région et qu'il détruit son tissu économique, l'avenir de cette région devient sombre. Au moment où nous allons vers une phase historique du fédéralisme où chaque région va se prendre en charge, nous ne pouvons donc pas commencer à détruire l'infrastructure économique dont nous disposons, parce que c'est sur base de cela que nous pouvons construire demain les dispensaires, hôpitaux et écoles. Cela permet également aux opérateurs économiques de payer les impôts ! Ils ne peuvent les payer que lorsqu'ils prospèrent dans leurs affaires. Si l'on doit piller ce qu'ils ont, ce sera au détriment de notre région. Comme je suis un des responsables de cette région, vous comprenez mon amertume. Je condamne fermement ceux qui se livrent à des pareilles activités. Je dois dire et je crois que ceux qui se livrent au pillage de nos ressources sont contre nous et veulent notre régression. Ils doivent faire extrêmement attention parce que leur avenir est en jeu !

Cela a été fait par un officier général à Goma

Q. : A qui attribuez-vous ce pillage ?
R. : Je ne suis pas quelqu'un qui cache les choses. Je l'avais bien dit à Kinshasa et je l'ai déclaré à la presse : le pillage au Nord-Kivu a été organisé par la hiérarchie militaire ici au Nord-Kivu. Cela

a été fait par un officier général de Goma. Je suis venu le constater moi-même de visu. Je connais toutes les péripéties de ce qui s'est passé. Les hauts officiers ont participé au pillage. Les camions des hauts responsables militaires ont transporté les biens pillés. Ils les ont cachés chez eux et je déplore ces actes ! Naturellement j'ai vu le badauds qui s'y sont mêlés ! Mais la responsabilité incombe à la hiérarchie militaire.

Nous ne sommes pas intimidable

Q. : Y a-t-il des dispositions prises à ce sujet ?

R. : Mais, comprenez si quelqu'un vient détruire chez nous, nous ne pouvons pas nous laisser faire ! La 2ème république est morte. Nous allons assumer nos responsabilités politiques pour qu'on ne puisse pas détruire chez nous. Nous voulons vivre en paix, mais nous ne pouvons pas permettre que des gens venus pour assurer la sécurité soient ceux-là qui provoquent l'insécurité. Vous pouvez être certain que nous considérons ce problème comme essentiellement politique et nous assumerons pleinement nos responsabilités pour qu'il soit suffisamment connu par l'opinion publique. Et nous attendons que le pouvoir prenne ses responsabilités également parce que nous ne nous laisserons pas faire. Nous ne sommes pas intimidable !

Q. : Y a-t-il un climat d'animosité dans les différentes communautés et mutuelles au Nord-Kivu ? Comment envisager une bonne coexistence entre elles ?

R. : A la fois c'est un problème et ce n'en est pas un ! C'est un problème pour ceux qui offrent à la politique un genre de vie. Ce n'est pas un problème

pour ceux qui le voient en face et qui défendent les intérêts de la population. L'on vit entre plusieurs communautés. L'une constituée des autochtones et les autres sont des compatriotes zairois venus d'autres régions. Les autochtones sont les Hutu, Nyanga, Tembo, Nande, Tutsi. Il en est d'autres qui sont venus d'ailleurs principalement de l'ancien Kivu. Il y a d'autres Zairois venus de partout et qui sont des compatriotes zairois et ont le droit de vivre chez nous, mais, j'ai toujours dit ceci : lorsque vous venez vivre chez quelqu'un à supposer que ce quelqu'un vient d'une autre région que l'ancien Kivu par exemple du Kasai ou de Bandundu, il ne faut pas croire que les gens que vous venez de rencontrer soient une bande d'imbéciles. Il faut les respecter. Il faut que les gens qui viennent d'ailleurs et qui veulent vivre chez nous comprennent que nous sommes aussi intelligents et que nous devons être respectés. C'est pourquoi, c'est dommage que j'apprends que telle ou telle communauté veut faire une coalition contre une autre ! Contre qui principalement ? Puisque le monde qui se construit le sera avec tout le monde sans exclusion. Je l'ai toujours répété. Cela ne sert à rien de passer son temps à nous diviser. Je lance un appel à nos frères de la région du Nord-Kivu pour qu'ils sachent qu'ils n'ont pas intérêt à se dresser les uns contre les autres parce que divisés par ceux qui sont venus de très loin.

Q. : Parlez-nous un peu de la politique générale du Zaïre qui n'a pas un véritable gouvernement. La CNS a-t-elle atteint ses objectifs ?

R. : Vous pouvez répondre à la question... Vous savez comment s'est terminée la CNS. Vous pouvez donc répondre à la question si oui ou non, elle a atteint ses objectifs. Je crois que nous sommes toujours en crise. Il n'y a pas de réconciliation. Le plus important aujourd'hui est que l'on n'a toujours pas de solution. A cause des hommes qui sont devenus trop égoïstes. Ils ne voient plus l'intérêt général. Les uns substituent leurs intérêts personnels et leurs visions des choses aux problèmes de l'intérêt général. Cela fait que l'on ne parvienne pas à trouver de solution à nos problèmes. Si l'on se mettait ensemble et qu'ensemble l'on vise nos convergences et que l'on négocie nos divergences, nous trouverons facilement des solutions aux problèmes du pays.

Malheureusement à la place du cœur, les acteurs politiques ont de pierre !

Q. : Le Président Mobutu fait-il obstruction en exigeant la mise sur pied d'un gouvernement de large union nationale ?

R. : Je crois qu'il n'y a personne qui fait obstruction à cette question. Je crois que les acteurs politiques aujourd'hui dans la quasi-totalité sont tous unanimes pour un gouvernement d'union nationale. Dans la crise actuelle, l'on ne peut mettre sur pied un gouvernement qui ne puisse pas prendre en compte toutes les forces politiques en présence en vue de dégager un consensus afin de rechercher une nouvelle légitimité. C'est comme cela que se passe partout au monde où il y a eu des crises. C'est une nécessité impérieuse aujourd'hui d'avoir un gouvernement d'union nationale.

Q. : Après le pillage, les commerçants sont traumatisés, avez-vous un message à leur intention ?

R. : Je leur dit que cela m'a bouleversé. Cependant, j'affirme que ceux qui ont organisé le pillage sont contre le développement du Nord-Kivu. Il faut que les fils de la région et ceux qui aiment le Nord-Kivu comprennent qu'ils ne doivent pas se laisser faire ni se laisser intimider parce qu'ils ne doivent pas laisser l'avenir de leur région entre les mains du hasard. Ils doivent prendre leur courage de deux mains pour reconstruire et s'investir dans le Nord-Kivu. Je voudrais dire également que cette région nous appartient tous et il y a de la place pour chacun de nous tous. L'essentiel est que chacun de nous puisse se mettre au travail pour bâtir la région. Il n'y aura personne qui pourrait être exclu. Bien sûr nous avons des différends ou de divergences de vues entre nous. Cela arrive dans chaque famille. Nous allons les régler par voie de négociation. J'exhorte ceux venus d'ailleurs et voulant s'établir chez nous de ne pas se considérer comme chez eux. Ils doivent travailler pour consolider non seulement nos rapports mais s'efforcer de les harmoniser. Si l'un d'eux estime qu'il ne peut vivre avec nous, et que cela le gêne, la solution est de rentrer là où il se sent à l'aise ! Mais nous refusons qu'il puisse nous dominer. C'est hors de question.

Nous ne pouvons pas bâtir notre avenir en restant prisonniers du passé

Q. : Certains milieux politiques pensent que le gouverneur Kalombo et vous-même M. Nyamwisi cultivent la haine et le régionalisme au Nord-Kivu ! Qu'en dites-vous ?

R. : Vous m'apprenez cela. D'abord étant étudiant, j'ai été ceux des rares personnes qui militent d'abord pour le nationalisme au moment où plusieurs étudiants s'entre-déchiraient. Sur le problème qui divise la population du Nord-Kivu vous avez suivi mes prises de positions à la télévision nationale ; lorsque, par exemple l'on avait affirmé que M. Seka Buhoro était rwandais. J'avais dit que cela n'était pas vrai. Nous le savons qu'il est zairois. J'ai milité pour affirmer que nous tous ici sommes des Zairois et j'ai catégorisé les différentes populations d'ici. J'ai dit que nous devons apprendre à nous tolérer les uns les autres. Je sais que dans un passé lointain, il s'était passé ici au Nord-Kivu comme dans l'ancien Kivu, une série d'événements qui ont provoqué des rapports d'inégalité. C'est le passé ! Nous ne pouvons pas bâtir notre avenir en restant prisonniers du passé ! Nous devons regarder l'avenir. C'est en fonction de cela que nous devons puiser les ressources nécessaires et les énergies nécessaires pour faire face au défi qui nous attend. Je ne vois pas pourquoi je dois cultiver aujourd'hui le régionalisme ou le clanisme. Mais, il y a des personnes qui souffrent d'un certain complexe et qui croient devoir vivre comme à l'époque de la division ethnique de 1960 qui leur a été favorable ! Qu'est-ce qu'on y gagne ? Au contraire, c'est une politique qui a échoué. Nous ne sommes pas là pour parler de ce qui s'était passé en 1960. Nous voulons créer un monde nouveau. Nous voulons que l'on se trouve autour d'une table pour que l'on puisse parler en se regardant dans les yeux. Ceux qui ont passé le temps à se dresser les uns contre les autres vont échouer parce que nous allons les combattre. Tous les fils de cette région les combattent parce que nous voulons vivre ensemble, bâtir notre région ensemble. Nous prendrons donc des précautions pour ceux-là qui sont connus coupables, de compromettre cet objectif. Nous allons aussi tirer toutes les conséquences politiques du pillage, nous exigerons des solutions le plus tôt possible pour que cela ne se reproduise plus !

Retranscrit par Jua

Ironie du sort

Nyamwisi tombé dans son fief et par une balle de Kivutien

Oh Seigneur ! Qu'avons-nous fait pour mériter ce sort ! Jamais Nord-Kivu n'aura vécu sous pareille tension, accumulant le stress avec pratiquement 3 crash en 30 jours. Le 13 décembre 1992, 36 personnes, à 8 minutes de l'aéroport de Goma, s'écrasent à bord d'un Fokker Scibe dans la montagne. Et c'est au Nord-Kivu d'en supporter le poids bien que l'accident a eu lieu en plein Sud-Kivu, à 100 Km de route, à mi-chemin entre Bukavu et Goma.

A peine sortait-on de cette torpeur que, par la ville de Goma, le Nord-Kivu est mis à sac par la racaille. Une action initiée par des codos de Rumungabo (411ème bataillon) et encadrée par des éléments de la GDN et de la Garde

Civile. Le comble c'est que le "go" aurait été donné par un commando originaire du grand Nord de cette région.

Diabolique instigation !

De Goma, il n'en reste que givre de paperasse comptable, vitres brisées, devantures, portes et portails béantes et marquées à la mitraille. Toute la richesse partie, passée en un tour de passe-passe, de baguette mortuaire, d'entre les mains des commerçants vers les camps militaires et les taudis ou autres faubourgs de Goma. Quelle âme sensible et courageuse n'aurait pensé aux possibilités de récupération.

Pendant que le gouverneur, revenu de Kinshasa avec un contingent militaire

(des gardes civiles), y pensait, une certaine opinion l'en dissuade. Question de laisser les sermons et d'éventuelles moralisations accomplir l'oeuvre du Seigneur, jouer sur les âmes des pillards. Butembo s'organisait pour rentrer dans ses droits. Des pillards s'inquiétaient surtout qu'un second contingent débarqua : des bérets-rouges ceux-là !

Mais, comme si ces dispositions encourageaient le mal, ou pour voir de quel bois pouvaient aussi se chauffer les arrivants, des hommes à la gâchette facile allongèrent la liste des agglomérations pillées augmentant ainsi la liste des sinistres. En oubliant, bien entendu, que tout se paye ici bas même

(suite en page 12)

Les meurtriers de Nyamwisi en justice à Bukavu

Les militaires impliqués dans le meurtre perpétré début janvier à Butembo sur la personne d'Enoch Nyamwisi Muvungi, leader de la Démocratie chrétienne fédéraliste (DCF), sont incarcérés depuis le 17 de ce mois à Bukavu. Qui est le siège du conseil de guerre supérieur de la 4ème région militaire (Nord-Kivu, Sud-Kivu, Maniema) où ce dossier pénal poursuit son instruction.

L'auditeur supérieur près ce conseil de guerre, le colonel Kalombo Kalumbi qui nous a confirmé la présence physique de présumés meurtriers de Nyamwisi dans nos murs, a cependant argué le secret de l'instruction pour ne pas nous fournir des plus amples informations. Il nous a laissé entendre que le transfert de ces prévenus à Bukavu relevait de la discrétion des responsables de la justice militaire.

Dans ces milieux judiciaires, nous avions entre-temps ouï dire que le convoi venu du Nord-Kivu comptait 14 gendarmes parmi lesquels 1 sous-lieutenant et 2 adjoints, une partie de la vingtaine des suspects ayant été élargie vers Goma. De mêmes sources, on apprenait que Nyamwisi a été tué dans un accrochage survenu entre les gendarmes voulant récupérer les corps si pas retrouver les tombes de 2 de leurs compagnons d'arme et 2 gardes du corps de ce leader de la DCF qui étaient de la Garde civile. Pourtant ces 2 gardiens de paix n'ont pas été mis paradoxalement aux arrêts.

Contrairement à la rumeur qui a circulé les 2 dernières semaines faisant état de l'élargissement ou de la fuite des présumés meurtriers de Nyamwisi, le procès de ces derniers aura plutôt lieu en février 1993 à Butembo, lieu de commission de l'infraction. De premières enquêtes de Jua, il ressort qu'une large opinion à Bukavu estime que ces meurtriers sont des libérateurs du peuple, des personnes acquies au changement pour avoir éliminé un homme acquis au statu quo.

Dieudonné Malekera